

D'ABORD NOURRIR NOTRE MONDE

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE PLUTÔT QUE LA LIBÉRALISATION DES MARCHÉS PROPOSÉE PAR L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

La souveraineté alimentaire désigne le droit des pays de développer et de maintenir une agriculture locale à dimension humaine pour satisfaire d'abord et avant tout les besoins de leur population, sans dumping vis-à-vis des pays tiers. Ce concept a été proposé par une organisation paysanne internationale, Via campesina, et discuté publiquement pour la première fois en 1996 lors du Sommet mondial de l'alimentation, chapeauté par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

La souveraineté alimentaire propose une solution de rechange à la libéralisation du commerce agricole préconisée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC prétend qu'un marché agricole totalement libre sortirait les pays en développement de la pauvreté et rendrait les aliments accessibles à tous. Mais la politique de l'OMC est un échec. Plus de 10 ans après l'entrée en vigueur des premiers accords de l'OMC et après le sommet de la FAO qui fixait l'objectif de réduire de moitié le nombre de mal nourris d'ici 2015, les agriculteurs du monde sont toujours plongés dans la crise et 850 millions de personnes souffrent de la faim, le même nombre qu'en 1990.

Le droit à la souveraineté alimentaire a été discuté depuis 1996 dans de nombreux forums internationaux et reçoit un nombre grandissant d'appuis. Un premier pays, le Mali, a adopté en septembre 2006 une loi d'orientation agricole fondée sur le droit à la souveraineté alimentaire. En février 2007, le village malien de Sélingué accueillait 500 représentants de plus de 80 pays dans le cadre du *Forum pour la souveraineté alimentaire*. Au fil des pages de notre rapport annuel, nous vous présentons les grands principes à la base de la souveraineté alimentaire.

Source: Nyéléni 2007 – Forum pour la souveraineté alimentaire, 23 au 27 février 2007, Sélingué, Mali. <http://www.nyeleni2007.org/>

FEED OUR OWN PEOPLE FIRST

FOOD SOVEREIGNTY RATHER THAN MARKET LIBERALIZATION PROPOSED BY THE WORLD TRADE ORGANIZATION

Food sovereignty means the right of countries to develop and maintain local agriculture on a human scale to satisfy the needs of their own people first, without dumping in other countries. This concept was proposed by an international farmers' organization, Via Campesina, and discussed publicly for the first

time in 1996 at the World Food Summit, sponsored by the United Nations Food and Agriculture Organization (FAO).

Food sovereignty is an alternative to agricultural trade liberalization advocated by the World Trade Organization (WTO). The WTO claims that a totally free agricultural market would take the developing countries out of poverty and make food accessible to all. But the WTO's policy is a failure. Over 10 years after the first WTO agreements came into force and after the FAO Summit set the objective of cutting the number of malnourished people in half by 2015, the world's farmers are still mired in crisis and 850 million people suffer from hunger, the same number as in 1990.

The right to food sovereignty has been discussed in many international forums since 1996 and is receiving growing support. In September 2006, a first country, Mali, adopted an agricultural orientation law based on the right to food sovereignty. In February 2007, the village of Sélingué, Mali, welcomed 500 representatives from more than 80 countries to the *Forum for Food Sovereignty*. Throughout the pages of our Annual Report, we present the main principles on which food sovereignty is based.

Source: Nyéléni 2007 – Forum for Food Sovereignty, February 23 to 27, 2007, Sélingué, Mali. <http://www.nyeleni2007.org/>